



Pojaman Shinawatra, épouse de l'ex-Premier ministre thaïlandais Thaksin Shinawatra, a affirmé, devant la Cour suprême, que son mari rentrerait d'exil en mai pour se défendre des accusations de corruption dont il est l'objet. © AP.

Nucléaire / Les propos du négociateur iranien ne sont pas corroborés par les faits

Pourquoi M. Jalili ne convainc pas

SAÏD JALILI « affirme des choses fausses », nous dit l'ex-directeur adjoint de l'AIEA, qui contredit l'Iranien.

Grande opération de relations publiques, ce mercredi à Bruxelles, pour le secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale de la république islamique d'Iran, Saïd Jalili, négociateur en chef pour Téhéran de l'épineux dossier nucléaire.

Alors que le Groupe des Six s'est mis d'accord mardi sur un projet de nouvelle résolution qui accentuerait la sévérité des sanctions prises à l'égard de l'Iran par le Conseil de sécurité des Nations Unies, M. Jalili rencontrait ce mercredi le ministre belge des Affaires étrangères Karel De Gucht, affrontait les questions de la commission des Affaires étrangères du Parlement européen, puis, en soirée et de manière informelle, dînait avec le diplomate en chef de l'Union Javier Sola-

na. Mais quel était le message ? En fin d'après-midi, l'Institut royal des relations internationales Egmont a donné l'occasion à M. Jalili d'exprimer ses vues lors d'une conférence au palais d'Egmont. Pour la quarantaine d'observateurs présents, ce fut la douche froide.

Très proche de la ligne dure du président Ahmadinejad, M. Jalili est diplômé d'une jeune université issue de la révolution, une université imprégnée de créationnisme et d'enseignement divin. Invité à traiter d'un « paradigme commun pour la coopération » entre l'Iran et l'Europe, M. Jalili a fait étalage de son dogmatisme en situant la théologie parmi les « quatre piliers de toute pensée politique ». Un ange passe.

Bientôt chassé par le débat nu-

cléaire : « Nous avons toujours rempli nos obligations envers le Traité de non-prolifération nucléaire (TNP), a commencé M. Jalili. Nous demeurons déterminés à remplir nos obligations. De surcroît, nous avons également pris une série de mesures de confiance qui, bien sûr, ne faisaient pas partie de nos obligations de contrôle : la suspension de l'enrichissement d'uranium pendant deux ans, l'application volontaire du protocole additionnel au TNP, et nous avons - volontairement - autorisé les inspecteurs de l'AIEA à inspecter nos installations nucléaires pendant 2.300 jours/personne. Quel a été le résultat ? Dans ses rapports, le directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) M. ElBaradei a dit de manière répétée qu'il n'y avait pas une seule preuve indiquant que l'Iran s'écarte d'activités nucléaires pacifiques. »

Un discours convenu, qui a reçu ce mercredi une contradiction inattendue : celle du Belge Pierre Goldschmidt, lequel était, il y a trente mois encore, directeur général adjoint de l'AIEA.

M. Goldschmidt a rappelé qu'en 2003 M. ElBaradei a déclaré que « l'Iran a été pris en défaut de remplir ses obligations ». « Le fait que ces dernières années, l'AIEA a trouvé des documents sur le mode de production d'hémisphères d'uranium enrichi, sous forme métallique, est égale-

« Il oublie de dire que l'Iran a importé des matières nucléaires dans le pays bien avant, sans les déclarer »

Pierre Goldschmidt

ment une source d'inquiétude, lui fit remarquer M. Goldschmidt : ces hémisphères, comme l'a déclaré M. ElBaradei, ne peuvent avoir que des applications militaires. L'autre inquiétude est que, quatre ans et demi après que ces infractions ont été constatées, l'AIEA n'est toujours pas à même de conclure qu'il n'y a pas de matières et d'activités nucléaires non déclarées en Iran, et que tout est pacifique dans son programme. »

Pierre Goldschmidt a ensuite rappelé que le dernier rapport de l'AIEA, en novembre, stipule que l'« Agence n'a pas reçu le type

d'information que l'Iran communiquait précédemment (...) la connaissance que l'Agence a de l'actuel programme nucléaire de l'Iran diminue. » Et M. Goldschmidt d'ajouter : « Comment pouvons-nous être rassurés sachant qu'en 1985, en plein milieu de la guerre avec l'Irak, l'Iran a décidé de lancer un programme non déclaré d'enrichissement d'uranium, alors que n'existait à l'époque aucun programme prévisible de centrales électronucléaires ? »

Les réponses de M. Jalili seront parfois incorrectes, parfois évasives : « Selon le TNP, commence-t-il par dire, chaque pays a la responsabilité d'informer l'AIEA 180 jours avant d'injecter [le combustible] dans une installation. Si ce n'est le cas, cela s'appelle "dissimulation". Deux ans au préalable, nous avions informé l'AIEA, donc il ne peut y avoir dissimulation. (Sur l'enrichissement durant la guerre), quand Saddam a attaqué notre pays, certaines villes d'Irak étaient à la portée de simples mortiers iraniens. Nous n'y avons pas été autorisés car notre leader considérait cela comme inhumain. Dans

notre doctrine de défense, les armes de destruction massive n'ont pas de place. (Quant à l'uranium sous forme métallique), dans son rapport de novembre, M. ElBaradei a annoncé que ce dossier était sans fondement et que c'était un dossier clôturé ». Notons que cette dernière réponse n'est pas confirmée par la lecture du rapport de novembre.

Au terme de la conférence, nous avons demandé à M. Goldschmidt sa propre évaluation de cet échange : « Il affirme des choses qui sont contraires à ce qui se trouve dans les textes de l'AIEA. Il affirme des choses fausses. Quand il dit qu'ils n'ont jamais été en violation de leurs obligations parce qu'ils ne doivent déclarer les installations que 180 jours avant l'introduction des matières nucléaires - ce qui est vrai - il oublie de dire que l'Iran a importé des matières nucléaires dans le pays bien avant sans les déclarer, et que de l'uranium a été utilisé dans des centrifugeuses à la Kalay Electric Company plus de trois ans avant que l'AIEA n'en découvre l'existence. » ■

ALAIN LALLEMAND

Proche-Orient / « Refiler le panier à crabes aux Egyptiens », comme le suggère un éditorialiste proche d'Olmert

Israël pourrait couper tous les liens avec Gaza

TEL-AVIV
DE NOTRE CORRESPONDANT

Selon les dernières évaluations, plus de 700.000 personnes (soit la moitié de la population de Gaza) ont profité de la destruction du mur séparant les parties palestinienne et égyptienne de la ville de Rafah pour franchir le « couloir Philadelphie » (l'ancien no man's land) afin de se réapprovisionner en Égypte. Contrairement à ce qui s'était passé mercredi lorsque le Hamas a fait exploser cette muraille d'acier et de béton, les forces de sécurité égyptiennes ont empêché les Palestiniens de se rendre dans d'autres villes que Rafah. Quelques incidents ont eu lieu.

À Jérusalem, où les dirigeants de l'État hébreu ont été surpris par l'opération du Hamas, le vice-ministre de la Défense Matan Vilnai a déclaré que son pays devrait « couper ses liens avec la bande de Gaza » et abandonner la gestion humanitaire de ce territoire à l'Égypte. « Il faut comprendre que lorsque Gaza est ouvert d'un côté, nous en perdons aussitôt la responsabilité », a-t-il poursuivi au micro de la radio de l'armée. Pour lui, Israël devrait interrompre définitivement ses livraisons d'eau et d'électricité à la population de Gaza pour ne garder que les contrôles des points de passage et ne s'occuper que des cas humanitaires les plus graves.

Certes, tous les membres du gouvernement ne soutiennent pas cette stratégie. Interviewé par la radio publique, le « faucon » Zeev Boim a estimé lui que l'armée devrait reconquérir le « couloir Philadelphie ». Mais cette idée ne séduit pas grand monde puisqu'elle créerait un nouveau point de fixation militai-

re. A contrario, même si la « séparation totale de Gaza » risque de provoquer une crise grave avec l'Égypte - qui se retrouverait dans la situation d'avant la guerre des Six-Jours (juin 1967) -, cette idée récolte le soutien de nom-

breux députés de la majorité comme de l'opposition ainsi que de commentateurs influents. « Nous ne devons pas avoir peur de nous montrer très durs et refiler le panier à crabes de Gaza aux Égyptiens. Entre Arabes, ils se débrouilleront mieux », affirme Dan Margalit, un éditorialiste proche d'Ehoud Olmert.

« À première vue, la fin du mur de Rafah est un coup dur pour Israël mais en réalité, la plupart des ministres et même les conseillers du Premier ministre estiment qu'elle leur offre un bon moyen de se retirer du guépier dans lequel ils se sont enfermés en proclamant le blocus de Gaza tant que le Hamas y sera au pou-

« Il n'y a aucune raison que les Palestiniens mènent une vie normale alors que l'on tire des roquettes Kassam sur Sderot »

voir, explique le commentateur Raviv Drucker. Si l'administration américaine approuve, ils refileront volontiers la « patate chaude » aux Égyptiens, voire à la communauté internationale. Voilà pourquoi Olmert et la ministre des Affaires étrangères Tzipi Livni se sont empressés de proclamer que la responsabilité du maintien de l'ordre dans le sud de la bande de Gaza incombe à Hosni Moubarak. »

En attendant, le Premier ministre de l'État hébreu a confirmé que le blocus de Gaza se poursuivra. « Il n'y a aucune raison que les Palestiniens mènent une vie normale alors que l'on tire quotidiennement des roquettes kassam sur Sderot », avait-il déjà déclaré mercredi à l'occasion de la conférence d'Hertzlya.

Ces dernières heures, les mesures de sécurité le long du mur séparant Israël de la bande de Gaza ont été renforcées après que le porte-parole du Hamas Ahmed Youssef eut annoncé que son organisation envisageait de faire exploser cette barrière « pour permettre aux réfugiés de retrouver

leurs terres spoliées ». A priori, une telle opération ne semble pas réalisable, mais son annonce suscite de nombreux débats en Israël où des médias la présentent comme une « menace existentielle ».

Dans ce cadre, les services israéliens semblent s'attendre à une nouvelle « opération de prestige » du Hamas. Les patrouilles circulant le long de la frontière israélo-égyptiennes ont été multipliées et le conseil national de sécurité antiterroriste a publié un communiqué demandant aux Israéliens de ne pas prendre de vacances dans le désert du Sinaï.

De leur côté, dix-sept organisations israéliennes et palestiniennes de défense des droits de l'homme ont entamé une procédure devant la Cour suprême d'Israël afin d'obtenir la levée du blocus de Gaza. La décision des magistrats ne sera pas rendue avant plusieurs semaines. ■

SERGE DUMONT



LA CHASSE AUX BONNES AFFAIRES dans les rues de Rafah : les dirigeants israéliens sont tentés de « refiler » le dossier aux Égyptiens... © KHALED EL FIQU/ EPA.

« Gaza a toujours donné le ton »

ENTRETIEN
Raji Sourani est directeur du Centre palestinien des droits de l'homme à Gaza.

Comment réagissez-vous à l'exode des Gazaouis en Égypte ?

Les habitants de la bande de Gaza ont atteint les limites de la tolérance. Ils ne supportent plus la suffocation socio-économique provoquée par Israël. 90 % des Gazaouis vivent en dessous du seuil de pauvreté. Le taux de chômage s'élève à 68 %. J'ai un ami qui souffre de cancer. Il a dû interrompre son traitement de chimiothérapie, faute de médicaments. Mes enfants qui sont adolescents ne connaissent ni Ramallah, ni Jérusalem. Aujourd'hui, Gaza, c'est comme une ferme de 1,6 million d'animaux à qui l'on jette de la nourriture. L'occupation et le siège israéliens, les bom-

bardements et destructions quotidiennes ont fait des habitants de Gaza des mendiants. Ce n'est pourtant pas nous, ce n'est pas notre mentalité.

La destruction du mur entre Gaza et l'Égypte annonce-t-elle une future rébellion ?

Dans l'histoire des Palestiniens, Gaza a toujours donné le ton. En 1948, la résistance palestinienne est venue de Gaza, de même que lors des guerres de 1956 et de 1967. Les Gazaouis ont la psychologie du chameau : on peut les priver de nourriture et d'eau, on peut les battre et les humilier sans qu'ils bronchent. Ils semblent tout tolérer jusqu'à ce qu'une limite soit atteinte et là, ils explosent et leur réaction peut être très dangereuse.

Qu'attendez-vous de la session spéciale du Conseil des droits de l'homme sur Gaza ?

Je ne me fais pas beaucoup d'illusions. Ce qui me frappe, c'est qu'on célèbre cette année le 60e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Mais aussi le 60e anniversaire de la Naqba (NDLR : « catastrophe » de 1948 liée à la création de l'État d'Israël). Pourtant, les Palestiniens n'ont jamais connu une année aussi dramatique. Comptez-vous sur les Européens et les Américains pour sortir de la crise ?

Avec sa conspiration du silence, l'Europe a beaucoup altéré son image. Elle a perdu sa supériorité morale basée sur l'État de droit. Pourtant, il y a des conventions de Genève qui doivent être respectées. Le droit international humanitaire et les droits de l'homme ne sont pas simplement des disciplines qu'on enseigne à l'université. Ils doivent servir à

protéger les simples citoyens. Et les États-Unis ? Depuis que George Bush est venu au Proche-Orient après Annapolis, les Israéliens ont réalisé que Washington n'a pas l'intention de faire quoi que ce soit pour la paix. Ils se sentent donc libres de faire ce qu'ils veulent.

Le mur entre Rafah et Gaza qui s'écroule, un symbole ?

Cela n'a rien à voir avec le mur entre Israël et la Cisjordanie qui fait penser au mur de Berlin. Gaza a en revanche toujours eu de bonnes relations avec l'Égypte qui administrait le territoire entre 1948 et 1967. De nombreux Gazaouis ont étudié en Égypte. L'exode comporte néanmoins un risque, même si les Palestiniens sont bien accueillis : l'Égypte est une marmite qui est en train de bouillir. ■

Propos recueillis par
STEPHANE BUSSARD